



Liberté . Égalité . Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Prorogation des délais d'instruction pour aboutir à l'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société DPL à LORIENT

Le préfet du Morbihan
officier de la légion d'honneur
officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier son article R.515-40 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T.) autour de l'établissement des Dépôts Pétroliers de Lorient ;
Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 2011 repoussant le délai pour aboutir à l'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société DPL à LORIENT au 30 décembre 2012 ;
Considérant les délais nécessaires à l'instruction des études techniques relatives au projet de réduction des risques par déplacement et remplacement des bacs d'essence au sein du dépôt de Seignelay ;
Considérant les délais nécessaires au déroulement des phases restant à mener pour l'élaboration du P.P.R.T., en particulier pour l'établissement de la cartographie des aléas et des enjeux du dépôt de Seignelay, la phase de stratégie, d'association et de concertation et enfin la phase réglementaire (avis des personnes et organismes associés, enquête publique, approbation) dont la durée cumulée prévisible est de l'ordre de dix huit mois ;
Considérant par conséquent la nécessité de proroger la durée d'élaboration du P.P.R.T. de 18 mois, comme le permet l'article R.515-40 du code de l'environnement ;
Sur la proposition de Madame la directrice régionale de l'industrie, de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le délai pour aboutir à l'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société DPL à LORIENT est porté à 54 mois soit jusqu'au 30 juin 2014.

Article 2 : Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques sur la commune de LORIENT.

Copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois en mairie de LORIENT et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le P.P.R.T. Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans les journaux Ouest-France et Le Télégramme. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Article 3 : le sous-préfet de Lorient, la directrice régionale de l'industrie, de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne et le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vannes, le 30 novembre 2012

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet

David MYARD